

<https://www.dijon.snes.edu/spip/spip.php?article3995>



Déclaration de la FSU au CTPD du 6 octobre 2011

- SNES académique de Dijon - Départements - Saône-et-Loire - Collèges/CTSD/CDEN -



Publication date: jeudi 6 octobre 2011

Copyright © SNES Dijon - Tous droits réservés



Le 27 septembre, en dépit des nombreuses ponctions opérées sur les traitements depuis l'an dernier et de la baisse des salaires des fonctionnaires, les enseignants, en Saône-et-Loire comme ailleurs, étaient majoritairement en grève et manifestaient aux côtés des parents d'élèves et des lycéens leur exaspération et leur inquiétude devant le sort fait au service public d'éducation.

Dans les collèges et les lycées généraux et technologiques de Saône-et-Loire, les effectifs sont stabilisés, voire en légère augmentation. La poussée démographique se traduit par l'arrivée de près de 300 élèves supplémentaires en sixième à la rentrée 2011. Mais les suppressions de postes se sont poursuivies au cours des quatre dernières années : le secondaire a perdu 170 postes dans le département depuis la rentrée 2008 (53 postes dans les collèges, 117 postes dans les lycées). Les collèges disposent de 107 postes de moins qu'à la rentrée 2006, pour des effectifs similaires...

Les effectifs des classes demeurent trop lourds : 48% des collégiens de Saône-et-Loire travaillent dans des classes de plus de 24 élèves, le niveau de quatrième payant le prix fort, avec un record de 55%. Un tiers de nos collégiens étudient dans des classes qui comptent plus de 26 élèves...



Fédération Syndicale Unitaire

Concernant le premier degré, il est inutile de mettre en avant une litanie de chiffres pour pointer les conséquences de la carte scolaire. Le seul problème des suppressions de contrats d'EVS pour accompagner les élèves en situation de handicap a suffi dès la rentrée à plonger nombre de classes dans des situations extrêmement délicates. Situations difficiles pour ces élèves, leurs familles et les collègues dans leur quotidien.

Cette carte scolaire met en lumière les classes surchargées, les RASED en voie de disparition dont le recrutement est tari par une absence de départs en formation. Des secteurs entiers se trouvent totalement démunis. Nos craintes concernant la note départementale de cadrage sur les RASED se voient confortées par le fait que dans de nombreuses circonscriptions, les personnels encore en poste se voient confier des animations pédagogiques concernant la difficulté scolaire. Quand ils ne peuvent plus intervenir auprès des élèves, ils deviennent personnes ressources auprès des collègues !

Que dire de la baisse de la scolarisation des deux ans dont se réjouit l'enseignement privé qui lui, scolarise parfois dès dix-huit mois, et des conséquences de cette carte scolaire au niveau du remplacement !

Au bout du compte, le maître de la classe se retrouve souvent seul, seul pour faire face aux difficultés liées à l'intégration des élèves handicapés, seul devant la difficulté scolaire là où les RASED ne peuvent plus intervenir, seul pour mettre en place les PPRE, seul en étant sa propre et unique ressource.

Pour nous, les élèves méritent un tout autre traitement. Et que dire des perspectives pour la rentrée 2012 ! Pressé par les remontées désastreuses du terrain concernant la carte scolaire 2011, le Président de la République a annoncé en juin qu'à la rentrée 2012, il n'y aurait pas de fermetures de classes hors démographie. Mais comme le

dogme du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partants à la retraite n'a pas été remis en cause, il ne faut pas être grand clerc pour imaginer ce qui va se passer. Nous allons assister à l'agonie des RASED, à une nouvelle détérioration de la situation du remplacement, à la disparition de tous ces « petits plus » apportés par les enseignants qui ne sont pas devant classe (nous disons bien classe et non élèves !).



Le ministère ne tirant aucun bilan des conditions épouvantables dans lesquelles les enseignants stagiaires sont entrés dans le métier en 2010, reconduit le pire cette année... Par ailleurs, les conditions de travail des enseignants deviennent de moins en moins supportables : depuis quelques années, ils sont soumis à des injonctions incessantes qui les contraignent à mettre en œuvre dans la précipitation, sans formation ni information suffisante et sans moyens supplémentaires des mesures dont le fondement pédagogique est souvent discutable. Nous rappellerons, pour le collège, la note de vie scolaire, le programme personnalisé de réussite éducative, l'accompagnement éducatif, le parcours de métiers et des formations, l'enseignement de l'histoire des arts, le B2i, le niveau A2 en langues vivantes, le livret de compétences ; pour ce qui concerne le lycée, la mise en application de la réforme produit des résultats aux antipodes des objectifs auxquels elle prétendait : l'accompagnement dit « personnalisé » ne satisfait ni les élèves, ni les enseignants, les séries technologiques souffrent d'une désaffection dramatique (moins 50% sur le recrutement à Léon Blum, moins 30% à Niepce, moins 25% à Cassin), les disciplines et les établissements sont mis en concurrence. A l'accumulation des tâches et à la perte de sens du métier s'ajoutent la dégradation des conditions d'enseignement (horaires réduits, effectifs accrus), le développement des difficultés posées par la gestion de classe, l'imposition des heures supplémentaires, le développement des compléments de services sur plusieurs établissements, la départementalisation des zones d'intervention pour les remplaçants. Qui pourra s'étonner de la crise du recrutement que connaît aujourd'hui l'Education Nationale ?

Amputée de près de 70 000 postes depuis le début de la mandature de N. Sarkozy, au nom du dogme du non remplacement d'un fonctionnaire partant à la retraite sur deux, accablée de réformes contestées par les personnels, l'Education nationale n'est plus en mesure d'assurer correctement ses missions. Et 14 000 suppressions supplémentaires de postes sont envisagées pour la rentrée 2012. Pour autant, notre économie ne se porte pas mieux, les inégalités sociales –que l'école contribue désormais à creuser– sont plus flagrantes, la cohésion sociale est mise à mal. La FSU réaffirme qu'il faut cesser de considérer les services publics, parmi lesquels l'Education Nationale, comme une charge pour le pays. Ce sont des investissements indispensables, basés sur des valeurs d'égalité et de progrès social qui sont une chance pour l'avenir de la société.



Fédération Syndicale Unitaire